

Croissance et dynamiques urbaines dans les pays du Sud

Françoise Dureau

La généralisation du fait urbain, la diffusion à l'échelle planétaire de l'urbanisation -comprise au sens de concentration croissante de la population dans les villes-, constituent des caractéristiques marquantes de l'évolution contemporaine du peuplement de la planète : une **redistribution majeure de la population** s'est opérée au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle.

Aujourd'hui, environ un habitant sur deux de la planète est un citadin. La proportion de population résidant en ville augmentera dans les prochaines décennies : même si les migrations depuis les campagnes vers les villes diminuent, la jeunesse des structures par âge des populations résidant déjà en ville entretiendront des rythmes d'accroissement élevés, supérieurs à ceux observés en milieu rural. Le monde en développement, longtemps rural¹²⁸, est devenu urbain, et ce dans un temps très court. Ce processus d'urbanisation des pays en développement est inéluctable : la question n'est pas d'imaginer inverser ou même freiner le processus. **L'enjeu actuel est bien de gérer les villes des pays en développement et leurs habitants.**

Plus de 3 milliards de personnes résident en ville, 2 milliards dans une ville du Sud. La majorité des citadins de la planète appartient au monde en développement. Là aussi, cette proportion va augmenter dans les prochaines décennies. C'est un **modèle d'urbanisation inédit** qui est à l'œuvre : par les masses de population concernées ; par le degré de concentration des populations citadines dans des métropoles de taille inégalée dans l'histoire ; par le contexte économique des villes des pays en développement ; par le rôle accru des populations dans la production de l'urbain dans les pays en développement, comparativement à celle des pays développés¹²⁹.

Alors que les villes du Sud rassemblent la majorité des citadins du Monde, que ces villes sont appelées à jouer un rôle majeur dans le développement et la lutte contre la pauvreté, on sait encore peu de choses sur les dynamiques qui y ont cours : les **diagnostics demeurent très précaires**, les modes de lecture de la ville souvent inadaptés aux réalités. Le bilan qui sera proposé dans ce texte sera donc approximatif à bien des égards. Pour le réaliser, plusieurs sources ont été mobilisées. Nous aurons recours aux statistiques des Nations Unies (2002) et aux analyses de Moriconi-Ebrard (1993) pour décrire les principales caractéristiques du processus d'urbanisation du monde en développement : dans un premier temps au niveau global (rythmes et composantes du processus d'urbanisation), puis en termes d'armatures urbaines. Pour l'analyse des dynamiques intra-urbaine des grandes métropoles (section 3), nous mobiliserons des observations menées par des chercheurs travaillant sur des grandes villes des pays en développement¹³⁰.

¹²⁸ En 1975, 27% de la population des pays en développement habitait en ville. Cette proportion atteint 40% en 2000 (source : Nations Unies, 2002).

¹²⁹ Différents facteurs concourent à faire de la population un acteur de premier plan dans la production de la ville dans les villes des pays en développement : le ressort démographique de l'urbanisation de ces pays, la faiblesse des interventions de l'Etat, l'importance de l'auto-construction et du secteur informel de l'économie, etc..

¹³⁰ Nous nous appuyerons en particulier sur l'analyse de la base Géopolis développée par F. Moriconi-Ebrard et sur les résultats d'une analyse comparative de 19 métropoles (Dureau et alii, 2000) : même si cet

Comment définir la population urbaine ?

La population urbaine correspond à « la population résidant en ville ». Ce simple énoncé soulève deux types de problèmes : celui de définition de la résidence et celui de définition de la ville ou de l'urbain.

Les problèmes posés par la notion de **résidence**, supposée unique et permanente, ne sont pas nouveaux. Mais le mode de rattachement des hommes aux lieux opéré par la statistique à travers la notion de résidence, s'avère de plus en plus inadéquat dans un contexte de développement des pratiques multipolaires de l'espace par les populations. Citons par exemple : en Inde, la mobilité circulaire ville-campagne est très développée contribue à la faible augmentation des taux d'urbanisation mesurés par la statistique ; l'étalement urbain et le développement des mobilités à différentes échelles de temps (quotidien, semaine) contribuent à remettre en cause les frontières urbain/rural et les classifications des villes.

Aucun accord international n'existe autour d'une définition de la **ville** ou de l'**urbain**. De fait, plusieurs définitions de la ville coexistent, correspondant à des approches et des interprétations différentes du fait urbain. L'approche **fonctionnelle**, par les activités (industrie, activités tertiaires dont administratives), se traduit dans l'utilisation de critères tels que la proportion de population active travaillant hors du secteur agricole et par le rang administratif de la localité. Or l'opposition entre agriculture et urbain n'est pas fondée dans des pays en développement. L'approche **morphologique** met l'accent sur la continuité du bâti et les densités. L'approche démographique considère, quant à elle, l'effectif de population agglomérée.

La définition **démographique** de la ville présente l'intérêt de mettre l'accent sur une dimension essentielle du processus d'urbanisation, la **concentration de population**, sans faire référence à une théorie de l'urbanisation¹³¹. Elle permet de reconnaître l'existence de modèles d'urbanisation différents selon les lieux et les époques. Même pour l'étude de l'urbanisation dans les pays développés, l'analyse spatiale accorde à la taille des villes (leur effectif de population) une place particulière (Pumain, 1982 ; Guérin-Pace, 1993 ; Moriconi-Ebrard, 1994) comme le rappellent Goueset et Mesclier (2004 : 19) : l'effectif de population, indicateur le plus facilement disponible, synthétise bien la position des villes au sein des systèmes urbains. Lorsque ce critère démographique est employé, les seuils considérés varient de façon importante selon les pays. Si le seuil minimum pour qu'une localité soit reconnue comme urbaine n'était pas fixé à 5000 habitants, mais à 2500, comme c'est le cas dans d'autres pays, le diagnostic sur le caractère rural de l'Inde serait questionné...

Le recours à ces différentes catégories de critères varie selon les pays. Dans le document des Nations Unies publié en 1996 « *World Urbanization Prospects 1996 Revision* », 46% des pays définissaient l'urbain en fonction de critères administratifs ; 22 % selon des critères démographique, de densité ou d'effectif ; 17 % selon d'autres critères ; 10 % n'avaient pas de définition ; 4 % qualifiaient leur pays d'entièrement urbain ou rural. Dans les annuaires annuels comme dans les bilans sur l'urbanisation effectués périodiquement (dont celui de 2001, dont sont issus la plupart des tableaux des sections 1 et 2 de ce rapport), les **Nations Unies conservent les définitions en vigueur dans chaque pays**. Le diagnostic international qui en découle recouvre donc des réalités variables selon les pays, et peut générer des biais importants dans les comparaisons entre pays comme dans les statistiques établies au niveau d'ensembles de pays.

Nous aurons recours plus ponctuellement à une seconde source d'information : la **Base Geopolis**, base de données mondiale des 22.000 agglomérations de plus de 10.000 habitants élaborée par F. Moriconi-Ebrard. Cette base présente justement l'intérêt résulter de l'application de **critères homogènes** pour tous les pays de la planète. Le seuil de population retenu (**10.000 habitants**) est appliqué à la population résidant dans des espaces urbains définis selon la **continuité de l'espace bâti** observé sur photographies aériennes : les agglomérations ainsi définies regroupent dans certains cas des espaces urbains considérés comme indépendants dans des statistiques traditionnelles reposant sur des découpages administratifs. Cette base de données conduit à remettre en cause certains diagnostics basés sur les définitions des instituts nationaux de statistique.

échantillon de très grandes villes n'a aucune prétention à la représentativité, il offre l'intérêt d'une grille de lecture commune à l'ensemble de ces villes et mettant bien en évidence les mutations actuelles des territoires métropolitains, au Sud comme au Nord, et le rôle des citoyens dans ces transformations.

¹³¹ De nombreux diagnostics erronés de l'urbanisation africaine ont été réalisés dans les années 1960-1970 du fait de l'application d'une approche fonctionnaliste, à travers les activités industrielles et tertiaires supérieures.

Urbanisation et composantes de la croissance urbaine

L'urbanisation : un processus universel, mais avec de fortes disparités selon les régions

Tout en s'intensifiant dans les pays développés, l'urbanisation se généralise dans le monde en développement à partir du milieu du 20^{ème} siècle : le **taux d'urbanisation**¹³² y passe de 18 % en 1950 à 27% seulement 25 ans plus tard, en 1975. Considéré globalement, le monde en développement est néanmoins toujours moins urbanisé (40% en 2000, 56% en 2030) que le monde développé. Quant aux pays les moins avancés, ils sont encore majoritairement ruraux : leur taux d'urbanisation est de 25% en 2000, et les prévisions estiment qu'il sera de 44% en 2030 (Tableau 1).

L'opposition classiquement faite entre pays en développement et pays industrialisés, encore valable au milieu du vingtième siècle, doit maintenant être nuancée (Graphique 1). Au cours de la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, le processus d'urbanisation s'est diffusé à des dates différentes, et selon des vitesses variables, dans les différentes régions du monde en développement. De ce fait, des disparités importantes traversent le monde en développement, lorsque l'on considère leur degré d'urbanisation actuel.

L'**Amérique latine et les Caraïbes**, où l'urbanisation a été particulièrement précoce, sont maintenant **aussi urbanisées que les pays industrialisés** : en 2000, les 3/4 de leur population réside en ville.

A la même date, **l'Asie et l'Afrique**¹³³ sont encore majoritairement rurales (taux d'urbanisation de 37 %). Mais la faiblesse apparente de ces deux moyennes continentales résulte en fait de situations très contrastées (Graphique 2) :

- Une région est déjà fortement urbanisée en 2000 : l'Asie occidentale (66% de population urbaine) ;
- Deux régions sont moyennement urbanisées : l'Afrique du Sud (54%) et l'Afrique du Nord (49%) ;
- Deux régions sont encore peu urbanisées : le reste de l'Asie (entre 30 et 40%) et l'Afrique au Sud du Sahara (entre 25 et 40%). Le processus d'urbanisation, très récent, s'y réalise de façon très rapide, en particulier en Afrique de l'Ouest (le taux d'urbanisation est passé de 23% en 1975 à 32% en 1990 et 39% en 2000) et en Chine (17% en 1975, 27% en 1990 et 36% en 2000).

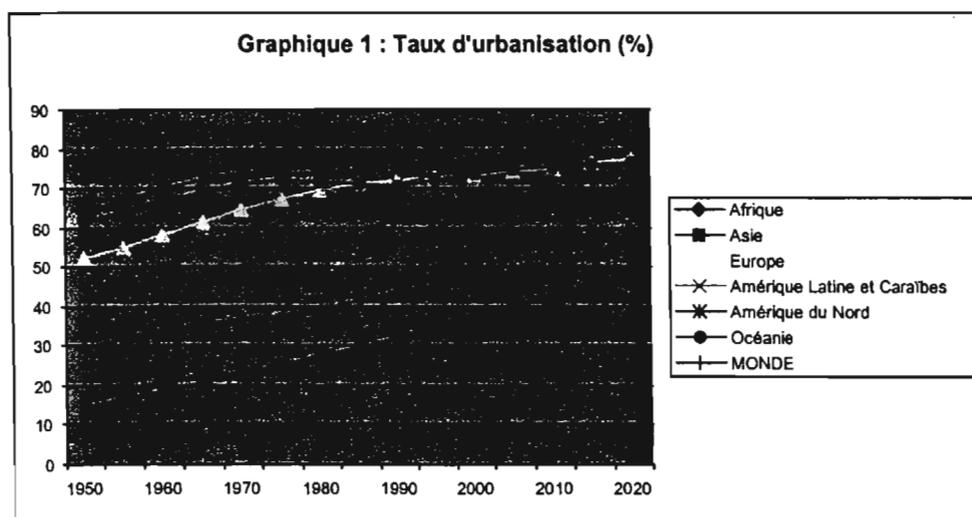
¹³² Taux d'urbanisation : rapport entre la population urbaine et la population totale. L'évolution de ce taux dépend des différentiels de croissance entre population urbaine et population rurale.

¹³³ Les prévisions des Nations Unies relatives à l'urbanisation en Afrique sub-saharienne, qui indiquent une croissance urbaine continue, sont contredites par certains auteurs qui concluent, sur la base de recherches menées dans la région, à un ralentissement de l'urbanisation au cours des années 1990. Sur nombre de pays de la région, les Nations Unies base en effet ses projections sur des taux de croissance souvent anciens, remontant aux années 1970 et même 1960 dans certains pays (Population reports : 6).

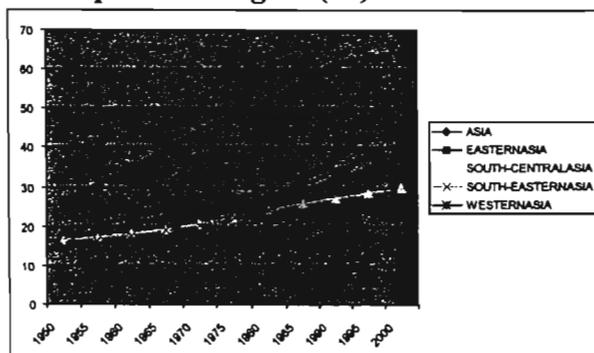
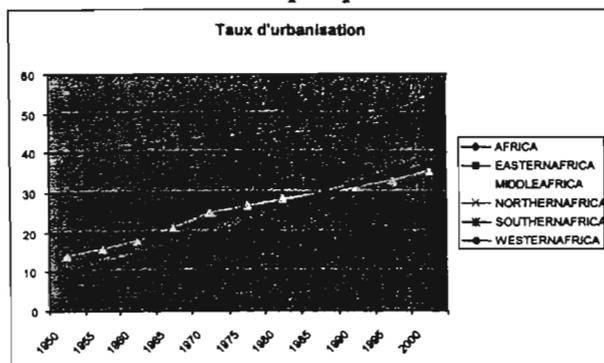
Tableau 1 - Population urbaine et taux d'urbanisation, 1950-2030

	1950		1975		2000		2015		2030	
	% urbain	Population (millions)	% urbain	Population (millions)	% urbain	Population (millions)	% urbain	Population (millions)	% urbain	Population (millions)
Afrique	14,7	32	25,2	102	37,2	295	45,3	503	52,9	787
Asie	17,4	244	24,7	592	37,5	1376	45,9	2005	54,1	2679
Europe	52,4	287	67,3	455	73,4	534	76,3	538	80,5	540
Am.Latine-Caraïbes	41,9	70	61,4	198	75,4	391	80,5	507	84	608
Amérique du Nord	63,9	110	73,8	180	77,4	243	81,1	288	84,5	335
Océanie	61,6	8	72,2	15	74,1	23	76,1	28	77,3	32
MONDE	29,8	751	37,9	1543	47,2	2862	53,7	3869	60,2	4981
Pays développés	54,9	446	70	734	75,4	898	78,6	954	82,6	1005
Pays en développe.	17,8	304	26,8	809	40,4	1964	48,6	2915	56,4	3976
Pays moins avancés	7,4	15	14,7	52	25,6	172	34,5	332	43,7	582

Source : United Nations Population Division, World Urbanization Prospects : the 2001 revision (Tables A.1, A.2, A.3)



Graphique 2 – Taux d'urbanisation par sous-région (%)



Une distribution spatiale de la population urbaine en pleine recomposition

La population urbaine du monde vit majoritairement dans les pays du Sud : 2 citadins sur 3 habitent en 2000 dans les pays en développement, et les Nations Unies prévoient qu'en 2010 ce sera le cas de 7 citadins sur 10. On observe donc un renversement total de la situation en un peu plus d'un demi-siècle : en 1950, 6 urbains sur 10 vivaient dans un pays développé.

En raison de son poids démographique, l'Asie, bien que peu urbanisée, héberge en 2000 autant de citadins (1,4 milliard) que l'Europe, les Amériques et l'Océanie réunies (1,2 milliard) (Tableau 1). A l'image de la population mondiale, la population urbaine se concentre autour de quatre grands foyers bien individualisés : l'Europe (534 millions de citadins en 2000), la Chine (456 millions), l'Amérique latine et les Caraïbes (391 millions, dont 138 au Brésil), l'Inde (279 millions). Le principal foyer de population urbaine est encore l'Europe, mais il ne va pas tarder à être devancé : au cours des trente prochaines années comme dans l'histoire récente, la distribution spatiale des populations citadines connaît des évolutions très rapides. En raison des rythmes de croissance particulièrement élevés de la population urbaine africaine (cf. infra), l'Afrique deviendra d'ici 2030, le deuxième foyer de peuplement urbain du monde, avec 787 millions de citadins, derrière la Chine (883 millions), mais devant l'Amérique latine (608), l'Inde (576) et l'Europe (540).

Des rythmes de croissance très élevés

La **rapidité du processus d'urbanisation** en cours dans les pays en développement est sans commune mesure avec celle de l'Europe au 19^{ème} siècle : en seulement un quart de siècle, les taux d'urbanisation ont doublé dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne ou en Chine.

Les rythmes de croissance des populations citadines du monde en développement sont sensiblement plus élevés. La population urbaine des pays en développement a augmenté à un taux de près de 4 % par an depuis 1950 jusqu'en 1980 (Tableau 2) : dans certaines régions, à la fin des années 1980, les taux dépassaient même 5% par an, comme en Afrique de l'Ouest (5,1%) et de l'Est (5,6%), ou en Chine (5%). Ces chiffres sont à rapprocher de ceux observés en Europe à la fin du 19^{ème} siècle : entre 1860 et 1900, la population urbaine européenne augmentait à un rythme deux fois moins élevé, 2,3% par an.

Aujourd'hui la croissance de la population urbaine concerne avant tout les pays en développement, en particulier les plus pauvres d'entre eux, où les taux de croissance dépassent les 4% par an (Tableau 2). La variété des rythmes de croissance de la population urbaine au sein du monde en développement reflète bien la diffusion du processus d'urbanisation (Graphique 2) :

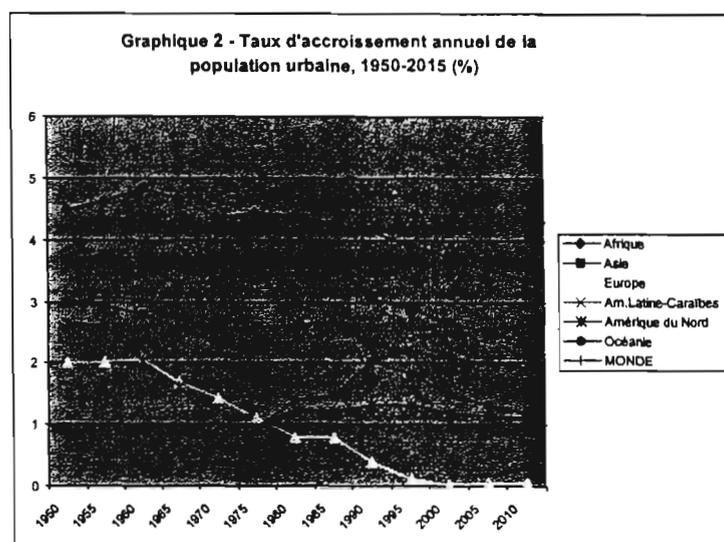
- en Amérique latine et dans les Caraïbes, où le processus d'urbanisation est ancien, le taux de croissance baisse depuis les années 1960 et est déjà passé en dessous du seuil de 2% : moins d'un point de croissance les sépare désormais des taux observés en Amérique du Nord ;
- l'urbanisation plus récente de l'Asie se traduit dans une augmentation du taux de croissance à partir des années 1960 : il devient supérieur à celui de l'Amérique latine à partir des années 1970 ;
- quant à l'Afrique, c'est le continent dont la population urbaine croît le plus rapidement depuis les années 1950, et il en demeurera vraisemblablement de même dans les prochaines décennies.

Tableau 2 - Taux d'accroissement annuel de la population urbaine, 1950-2015 (%)

	1950-55	1975-80	2000-05	2010-15
Afrique	4,5	4,45	3,76	3,35
Asie	3,67	3,55	2,68	2,34
Europe	2,01	1,11	0,03	0,06
Am.Latine-Caraïbes	4,38	3,47	1,93	1,54
Amérique du Nord	2,65	0,96	1,18	1,12
Océanie	2,99	0,96	1,51	1,2
MONDE	3	2,6	2,09	1,93
Pays développés	2,32	1,06	0,41	0,41
Pays en développement	3,97	3,89	2,81	2,45
Pays moins avancés	4,49	5,64	4,6	4,22

Source : United Nations Population Division, World Urbanization Prospects : the 2001 revision (Table A 6)

Le rythme de croissance de la population urbaine du monde en développement tend à se ralentir ; cette décélération semble se vérifier dans la plupart des régions du monde. Selon les projections des Nations Unies, la population citadine des pays en développement augmentera néanmoins dans les 30 prochaines années à un taux de 2,4% par an, soit deux fois plus vite que la population totale. A un tel rythme, la population urbaine doublera en moins de trente ans....



Les composantes de la croissance urbaine : d'une croissance alimentée par la migration à une croissance alimentée par l'accroissement naturel

Les rapports des Nations Unies consultés pour ce bilan n'identifient pas les composantes de la croissance de la population urbaine. Pour appréhender correctement les dynamiques démographiques des villes, il conviendrait pourtant d'identifier le poids respectif des trois facteurs qui interviennent dans l'accroissement de la population urbaine : la migration depuis les zones rurales ; l'accroissement naturel de la population citadine ; et le reclassement de localités rurales en localités urbaines.

Lors des phases initiales de l'urbanisation, la migration tend à jouer un rôle de premier plan dans l'urbanisation, comparativement à l'accroissement naturel. Au fur et à mesure qu'une part de plus en plus importante de la population habite en ville, l'accroissement naturel prend

alors le pas sur la migration d'origine rurale. C'est ce que l'on peut observer sur l'exemple latino-américain ci-après : le rôle de la migration y est devenue très secondaire par rapport à l'accroissement naturel des jeunes populations citadines.

Un exemple parmi d'autres : l'Amérique latine

Dans les années 1960, selon les pays, 35 à 60% de l'accroissement de la population urbaine était imputable à la migration.

A partir de la fin des années 1960, les rythmes de croissance urbaine se ralentissent : le taux moyen observé sur l'Amérique latine et les Caraïbes passe en dessous de la barre des 4%. On passe alors d'une croissance urbaine rapide alimentée par la migration à une croissance urbaine plus lente, alimentée par la croissance naturelle des populations citadines : la jeunesse de ces populations citadines produites par l'arrivée massive en ville de jeunes adultes contribue à entretenir des taux de croissance naturelle élevée, en dépit de la diminution rapide de la fécondité chez les femmes citadines d'Amérique latine.

Dans les années 1990, 78% de la croissance urbaine en Amérique Latine serait due à croissance naturelle.

Source : Chackiel J. et Villa M., 1993.

Au niveau mondial, on estime que dans les années 1960, la migration expliquait environ un tiers de la croissance de la population urbaine. Actuellement, environ la moitié de la croissance urbaine serait imputable à la migration : celle-ci continue en effet de jouer un rôle important dans les pays où le processus d'urbanisation, récent, est encore très actif : dans de nombreux pays africains au sud du Sahara, ou en Chine.

Pour ce qui a trait au rôle du reclassement des localités, on peut évoquer les conclusions de Moriconi-Ebrard (1993, 47-56) sur la période 1950-1980. La part du reclassement dans la croissance de la population urbaine des pays en développement n'est pas très importante (moins de 10%) et diminue progressivement au fil des décennies. Seule l'Afrique se distingue avec des parts supérieures à 25% : la diffusion spatiale du fait urbain, la multiplication du nombre de villes constituent des traits importants de l'urbanisation africaine.

Même en l'absence de statistiques actualisées couvrant l'ensemble de la planète, on peut affirmer que les facteurs de la croissance urbaine contemporaine varient largement selon les régions du monde en développement : l'ancienneté du processus d'urbanisation et sa vitesse, très variables selon les continents et les pays, ne peuvent que se traduire directement dans les rythmes et les composantes de la croissance urbaine actuelle.

Transition démographique, transition urbaine et développement : des relations complexes

Le modèle de la transition urbaine (cf. encadré) est évoqué par de nombreux auteurs : permettant de classer les pays selon la phase d'urbanisation dans laquelle ils se trouvent, ce modèle est effectivement commode pour établir des comparaisons internationales¹³⁴. Au-delà de cet usage, on pourrait penser l'utiliser à propos des relations entre transition démographique et transition urbaine.

Les relations postulées par ce modèle construit sur l'histoire urbaine des pays industrialisés ne résistent pas à l'application au processus d'urbanisation en cours dans le monde en développement. Dans de nombreux pays d'Amérique latine, la transition urbaine a été sensiblement plus précoce que la transition démographique. En Chine, les politiques de population de contrôle des naissances et de maintien des populations dans les campagnes ont donné lieu pendant des années à une situation en contradiction avec le modèle : une transition démographique 'sans' transition urbaine. En Inde, la transition démographique est bien

¹³⁴ Moriconi-Ebrard, par exemple, y fait appel dans son ouvrage (1993).

avancée, alors que le taux d'urbanisation est peu élevé et n'augmente que lentement. La société indienne est encore profondément agricole et rurale ; des mobilités circulaires entre la ville et la campagne contribuent justement à assurer la survie des familles restées au village.

Ces quelques exemples montrent bien que le modèle de la transition urbaine et les relations avec la transition démographique qu'il postule sont remis en cause tant par les politiques de population en vigueur dans certains pays en développement que par certaines pratiques de mobilités spatiales qui ne se réduisent pas à la figure de l'exode rural expérimenté en Europe.

Le modèle de la transition urbaine

Construit sur les expériences européenne et nord-américaine, le modèle de la transition urbaine a été proposé dans les années 1960 pour décrire le processus d'urbanisation (Berry 1962, Gibbs 1963, Reissman 1964).

Ce modèle insiste sur **la relation entre la transition démographique et le processus d'urbanisation** :

l'accroissement rapide de la population en début de transition démographique favoriserait l'exode rural et l'accroissement naturel rapide des populations urbaines. Quatre phases sont identifiées :

- Phase A : croissance lente du taux d'urbanisation, assimilable à une stagnation
- Phase B : accélération de type exponentielle
- Phase C : au-delà d'un certain seuil, décroissance de l'accélération
- Phase D : le **seuil de saturation** du taux d'urbanisation est atteint, la croissance devient quasi nulle.

Les phases B et C correspondent à la transition urbaine, qui désigne donc la période relativement brève à l'échelle de l'histoire au cours de laquelle un pays bascule d'une majorité de population rurale à une majorité de population urbaine

La diversité des taux d'urbanisation actuels peut être interprétée : d'une part par des décalages chronologiques dans le démarrage de l'urbanisation ; d'autre part, par les vitesses différentes de la transition urbaine

On peut classer les pays en développement selon la phase d'urbanisation dans laquelle ils se trouvent :

- seuls quelques pays se trouvent dans la phase pré-urbaine A : Bouthan, Nouvelle Guinée, Laos ;
- les pays d'Afrique de l'Est et du Sahel (en début de transitions démographique et urbaine), et la Chine sont dans la phase d'accélération B ;
- les pays d'Amérique Latine abordent la phase C : le taux d'urbanisation, élevé, ralentit sa progression.

Le scénario de la transition urbaine est régulier. Mais chaque pays séjourne plus ou moins longtemps dans les quatre phases : les pays anciennement industrialisés ont connu une phase de transition urbaine beaucoup plus longue que ceux dont le décollage industriel est plus récent. Et chaque pays possède son seuil de saturation, que rien ne permet de prévoir. Ce seuil dépend de multitude facteurs, dont certains ne résultent pas du seul fait urbain : les dimensions du pays et les conditions naturelles peuvent conditionner la redistribution de la population sur de nouvelles unités spatiales (*exemples* : Belgique, pays Bas, Corée du Sud petits Etats densément peuplés sont les plus proches d'une situation d'urbanisation totale) ; le degré de spécialisation économique du territoire, permet ou non de diminuer les surfaces agricoles en échange d'exportations de services ou biens industriels (*exemple* : Singapour)

D'après Moriconi-Ebrard, 1993

L'urbanisation à l'œuvre dans les pays du Sud obéit à des mécanismes distincts de ceux ayant opéré en Europe. C'est ainsi que Milton Santos distinguait il y a déjà longtemps « l'urbanisation **démographique** des PED » de « l'urbanisation **technologique** » des pays industrialisés ; de même, Philippe Haeringer insiste, à propos de l'Afrique, sur une « urbanisation sans développement économique ». Profondément démographique, l'urbanisation du monde en développement se joue dans un contexte historique particulier, où s'entremêlent - entre autres - l'intervention des gouvernements sur les comportements démographiques, la contraction de l'espace-temps et la mondialisation de l'économie ..., autant de raisons amplement suffisantes pour que le fait urbain au Sud ne soit pas une réplique de celui du Nord.

Évolution des armatures urbaines

Une concentration croissante de la population urbaine dans de très grandes villes

Tandis que le monde en développement s'urbanise, la concentration de la population urbaine s'accroît. La population urbaine est **de plus en plus concentrée dans les grandes villes** (de plus d'un million d'habitants), selon un double processus : d'une part, le nombre de grandes villes se multiplie ; et, d'autre part, la taille de ces grandes villes augmente de façon considérable, conduisant à des villes 'géantes' de plus de 10 millions d'habitants.

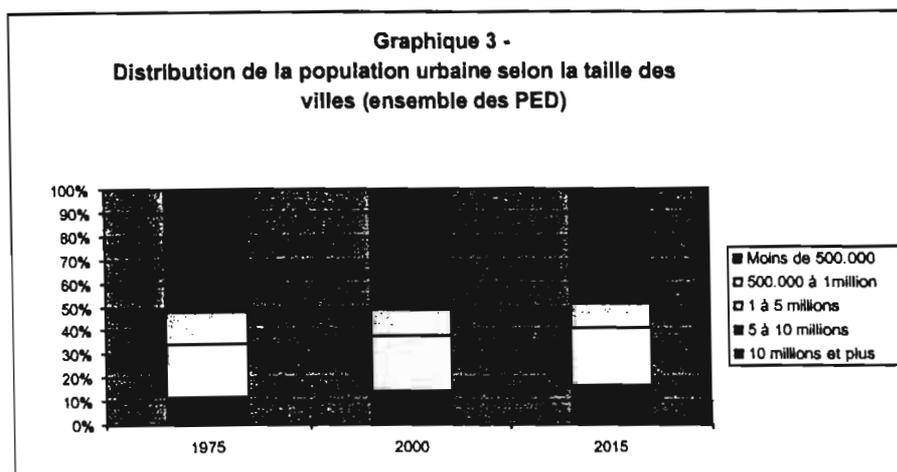
En 1900, seulement 17 agglomérations comptaient plus de 1 million d'habitants (Moriconi-Ebrard, 1993 :113). En 1950, ces grandes villes sont cinq fois plus nombreuses (86, dont 7 dépassent les 5 millions d'habitants). Ce mouvement de multiplication du nombre des grandes villes se poursuit pendant la seconde moitié du 20^{ème} siècle : leur nombre double entre 1950 et 1975 (195), puis entre 1975 et 2000 (387). Depuis les années 1970, la majorité des villes de plus de 1 million appartient au monde en développement : en 2000, plus des 2/3 d'entre elles sont localisées dans des pays en développement. Le poids du monde en développement est tout aussi important, et tend même à devenir plus important, si l'on considère la population habitant dans ces grandes villes.

Tableau 3 - Les villes de plus d'un million d'habitants

Nombre de villes	1975		2000		2015	
	Nombre de villes	Population	Nombre de villes	Population	Nombre de villes	Population
Monde	195	521801	387	1068723	554	1564696
Pays développés	85	243233	113	322640	128	358654
Pays en développement	110	278568	274	746083	426	1206042
Part des PED	56,4%	53,4%	70,8%	69,8%	76,9%	77,1%
% Population urbaine habitant les villes de plus d'un million d'habitants :						
Monde		33,8%		37,3%		40,4%
Pays développés		33,1%		35,9%		37,6%
Pays en développement		34,4%		38,0%		41,4%

Source : United Nations Population Division, World Urbanization Prospects : the 2001 revision (Tables 3 et A.17)

Les villes de plus d'un million d'habitants hébergent une part croissante de la population urbaine des pays en développement (38% en 2000) : depuis les années 1980, la concentration des citadins dans les grandes villes est plus forte dans le monde en développement que dans les pays développés. Fait majeur de l'urbanisation en cours dans les pays en développement, la concentration des citadins dans des villes de plus en plus grandes concentre l'attention et appelle incontestablement des mesures spécifiques. Elle ne doit pas pour autant conduire à oublier les villes de taille plus réduite : en 2000, dans le monde en développement un citadin sur deux habite dans des villes de moins de 500 000 habitants. Le nombre et la proportion de citadins habitant ces villes de taille réduite ne déclinent que lentement : la tendance à la concentration croissante des citadins dans des villes de plus en plus grande ne signifie pas pour autant la fin du dynamisme démographique des petites villes. Une part importante de l'accroissement de la population urbaine des pays en développement continue de se réaliser dans les villes de moins de 500.000 habitants (par croissance démographique de ces villes et reclassement de zones rurales en zones urbaines) et dans celles entre 1 et 5 millions d'habitants.



**Tableau 4 - Distribution de la population urbaine des pays en développement
selon la taille des villes**

Taille de la ville	1975	2000	2015
10 millions et plus	4,0%	8,0%	9,3%
5 à 10 millions	7,4%	6,6%	7,5%
1 à 5 millions	23,0%	23,3%	24,6%
500.000 à 1million	13,3%	10,8%	9,6%
Moins de 500.000	52,2%	51,2%	49,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : United Nations Population Division, World Urbanization Prospects : the 2001 revision (Table A.17)

Le **rythme de croissance** démographique des villes de plus de million d'habitants des pays en développement tend à se ralentir, passant de 3,7% par an dans les années 1950, à 3,2% dans les années 1970 et 2,7% dans les années 1980 (Moriconi-Ebrard, 1993). La diffusion de la transition démographique, la moindre contribution des migrations à l'accroissement démographique des villes et, dans un certain nombre de pays déjà largement urbanisés, le ralentissement des migrations d'origine rurale contribuent à ralentir les rythmes de croissance des grandes villes des pays en développement. Mais, compte tenu des effectifs en présence, l'augmentation annuelle du nombre d'habitants demeure considérable : chaque année, une ville comme Bombay gagne environ 500 000 nouveaux habitants... soit l'équivalent d'une ville comme Strasbourg ! Au-delà des rythmes, il importe de ne pas oublier les tailles : elles contribuent, elles aussi, à distinguer l'urbanisation du monde en développement de l'expérience européenne de l'urbanisation.

Le cas des plus grandes villes du Monde¹³⁵

La confrontation des différentes sources d'information disponibles (Nations Unies, Geopolis, etc.) met en évidence certaines contradictions sur la population des plus grandes villes du monde. Dans le cas de Mexico ou de Tokyo, l'écart se chiffre de millions d'habitants ! L'espace pris en compte diffère selon la définition retenue : avec l'étalement urbain et les phénomènes de conurbation, les limites de certaines configurations métropolitaines deviennent particulièrement peu lisibles. A ce problème de définition, s'ajoutent les incertitudes pesant sur le dénombrement des populations, de qualité très variable selon villes comme en leur sein, selon les quartiers. Quoiqu'il en soit, en dépit de ces évaluations numériques parfois divergentes, un certain nombre de faits demeurent incontestables.

¹³⁵ Les Nations Unies emploient le terme de « mégapoles » pour désigner les villes de plus de 10 millions d'habitants. Le seuil, fixé initialement à 8 millions d'habitants, a été relevé ensuite.

Tableau 5 - Les villes de plus de 10 millions d'habitants 1950-2015

1950		1975		2000		2015		
Rang	Pop (millions)	Rang	Pop (millions)	Rang	Pop (millions) Tx act*	Rang	Pop (millions)	
1	New York..... 12,3	1	Tokyo 19,8	1.....Tokyo	26,4	1	Tokyo 27,2	
				.....	1,2			
		2	New York 15,9	2	Mexico 18,1	2,2	2	Dhaka..... 22,8
		3	Shanghai..... 11,4	3	Sao Paulo 18,0	2,1	3	Mumbai 22,6
		4	Mexico 10,7	4.....New York	16,7	4	Sao Paulo..... 21,2	
				.....	0,2			
		5	Sao Paulo 10,3	5	Mumbai..... 16,1	3,1	5	Delhi..... 20,9
				6.....Los Angeles	13,2	6	Mexico..... 20,4	
				.....	1,6			
				7	Calcutta 13,1	2,0	7	New York 17,9
				8	Shanghai 12,9	0,5	8	Jakarta 17,3
				9	Dhaka 12,5	7,0	9	Calcutta..... 16,7
				10	Delhi 12,4	4,1	10	Karachi..... 16,2
				11.....Buenos Aires	12,0	11	Lagos 16,0	
				.....	1,1			
				12	Jakarta..... 11,0	3,3	12	Los Angeles 14,5
				13.....Osaka	11,0	13	Shanghai..... 13,6	
				.....	0,5			
				14	Beijing..... 10,8	0,9	14	Buenos Aires..... 13,2
				15	Rio de Janeiro... 10,7	1,2	15	Metro Manila..... 12,6
				16	Karachi 10,0	3,7	16	Beijing 11,7
							17	Rio de Janeiro 11,5
							18	Cairo 11,5
							19	Istanbul 11,4
							20	Osaka 11,0
							21	Tianjin 10,3
Total	..... 12,3	Total	..... 68,1	Total	..... 225,0	Total	..... 341,0	

Source : United Nations Population Division, World Urbanization Prospects : the 2001 revision (Tables 6, A.11, A.17)

* : Taux d'accroissement annuel moyen entre 1975 et 2000

Raisonnons dans un premier temps en termes de **nombre de villes 'géantes'**, ou de 'mégalofoles' pour reprendre le qualificatif employé par les Nations Unies. En 1950, une seule ville (New York) avait dépassé les 10 millions d'habitants ; en 1975, 5 sont dans ce cas et, seulement 25 ans plus tard, en 2000, elles sont trois fois plus (16). La **multiplication des villes de plus de 10 millions** d'habitants constitue un des traits majeurs de l'urbanisation du monde à la fin du 20^{ème} siècle, en particulier dans le monde en développement. En effet, la majorité des villes géantes sont maintenant dans les pays en développement : 12 sur les 16 villes géantes que compte actuellement la planète. Et cette proportion ne fera qu'augmenter dans les prochaines années. Parmi les villes de plus de 10 millions d'habitants, ne figure aucune agglomération européenne : Paris et Londres, dans le 'peloton de tête' des villes à l'échelle mondiale en 1950 rétrogradent tout au long de la deuxième moitié du vingtième siècle : Paris passe du 4^{ème} rang en 1950, à 9^{ème} en 1975 puis au 19^{ème} en 2000 ; Londres, du 2^{ème} rang en 1950 au 11^{ème} en 1975, et ne figure plus dans les 30 premières villes du monde ensuite. Seuls les Etats-Unis et le Japon figurent encore au palmarès mondial des villes géantes : le gigantisme des villes est avant tout un phénomène des pays en développement.

Au sein du monde en développement, deux continents jouent un rôle particulier dans l'émergence des villes géantes : l'Asie et l'Amérique Latine. L'Asie concentre en effet une proportion importante des villes de plus de 10 millions d'habitants : 10 sur 16 en 2000, 13 sur 21 en 2015. L'Inde et Chine contribuent tout particulièrement à cette situation : dans chacun de ces deux pays, on compte 2 villes géantes en 2000, et 3 en 2015. Tandis que le rôle de l'Asie s'affirme, celui de l'Amérique latine s'efface progressivement : 2 villes géantes sur les 5 que comptait la planète en 1975, 4 sur 16 en 2000, et toujours les mêmes 4 sur les 21 qui

devraient exister en 2015. A l'image des grandes villes européennes, les villes géantes d'Amérique latine rétrogradent dans le classement mondial des villes du Monde.

A partir de 2000, une ville passe même le seuil des **20 millions** d'habitants, soit un effectif de population supérieur à la population totale de nombreux pays ! Seule Tokyo est dans cette situation en 2000, mais il est probable qu'elles soient déjà 6 en 2015 : 5 villes des pays en développement devraient rejoindre Tokyo dans cette catégorie des villes de plus de 20 millions d'habitants.

La macrocéphalie urbaine en question

Certaines villes atteignent des tailles considérables, ayant conduit à diffuser l'usage de la notion de « macrocéphalie urbaine », anthropomorphisme qui désigne le fait qu'une ville a atteint un tel poids démographique qu'elle se trouve 'disproportionnée' par rapport aux villes de rang inférieur. Cette notion, qui reconnaît implicitement l'existence d'une norme de distribution des villes selon leur taille, a souvent été employée pour désigner un 'défaut' de l'urbanisation des pays en développement. La démonstration était parfois même menée de façon biaisée : on peut évoquer à ce propos certains diagnostics de réseaux urbains ouest-africains menés dans les années 1970 en appliquant une définition de la ville de plus en plus restrictive : en conséquence, le poids démographique de la 1^{ère} ville par rapport aux autres villes du pays se trouvait de plus en plus surestimé

En fait, le diagnostic de macrocéphalie des réseaux urbains des pays en développement correspond parfois à une généralisation un peu hâtive. Dans beaucoup d'entre eux, la population de la plus grande ville ne dépasse pas 15 à 20% de la population urbaine du pays et cette proportion est souvent en diminution, en raison d'une croissance démographique soutenue dans d'autres grandes villes ou dans les villes petites et moyennes.

En fait, comme l'ont montré des analyses rigoureuses recourant aux méthodes de l'analyse spatiale (Pumain), dans les pays d'une certaine taille, les déséquilibres initiaux des armatures urbaines se combinent avec le temps et l'hypertrophie initiale de la capitale se tasse. Cette hypertrophie de la capitale ne subsiste durablement que dans les pays de petite taille.

L'expérience urbaine qui se joue actuellement dans les pays en développement est sans précédent dans le monde développé : il s'agit bien d'une **situation inédite** à l'échelle de l'histoire de la planète. Certes, de grandes villes existaient dans l'histoire ancienne : comme quelques autres, la ville de Bagdad avait dépassé le million d'habitants avant la fin du premier millénaire. Mais la taille des grandes villes de l'histoire est sans aucun rapport avec les tailles atteintes au cours de la deuxième moitié du 20^{ème} siècle.

Le gigantisme d'un nombre chaque jour plus important de villes force l'attention. Un autre fait mérite d'être évoqué : au niveau mondial, **une proportion croissante des citoyens habite dans ces villes géantes**. Selon les statistiques des Nations Unies, la part de population urbaine habitant des villes de plus de 10 millions d'habitants passe en effet de 4,4 % en 1975, à 7,9 % en 2000 et 8,8 % en 2015. Cette concentration croissante de la population urbaine dans les villes géantes est **encore plus marquée dans les pays en développement** : 4 % en 1975, 8 % en 2000, 9,3 % en 2015 (Tableau 4). En Asie, où la multiplication des villes géantes est très rapide, la population citadine est particulièrement concentrée dans les villes géantes : celles-ci hébergent 5,3% des citoyens d'Asie en 1975, 9,9 % en 2000 et 10,7 % en 2015.

Les rythmes de croissance (liés à des transitions démographiques encore en cours), les effectifs en jeu, la situation économique des pays, les inégalités sociales qui traversent leurs sociétés, etc., autant de traits caractéristiques de l'urbanisation contemporaine des pays en développement qui rendent peu valide la comparaison avec l'expérience européenne de l'urbanisation. Certes, il y a des points communs entre la croissance anarchique des villes des pays en développement et celle des villes des pays industrialisés au 19^{ème} siècle. Certes, il y avait des bidonvilles à Nanterre jusque dans les années 1960. Mais, la situation économique des Etats des pays en développement n'est pas celle des pays européens d'après la 2^{ème} guerre mondiale. Et le gigantisme de ces villes pose des problèmes entièrement nouveaux. Les effets

de **taille** ne peuvent pas être négligés, d'autant plus dans des villes où les défaillances des systèmes de transport et les inégalités sociales ont des effets spécifiques en matière d'inégalités d'accès aux ressources urbaines localisés dans l'espace urbain. Outre leur taille (démographique et spatiale) les très grandes villes des pays en développement ont pour caractéristique leur **jeunesse** : même si leur création remonte parfois à des dates très lointaines, l'essentiel de leur espace actuel résulte d'une histoire récente, très courte. Dans un contexte d'une croissance de plus en plus endogène, une double dynamique s'y joue : l'expansion urbaine est encore très active, tandis que des espaces urbanisés pourtant récents sont l'objet de transformations rapides (processus de 'renouvellement' particulièrement rapide de l'espace construit). Là encore, il s'agit bien d'une situation inédite par rapport à l'expérience européenne de l'urbanisation.

Dynamiques socio-spatiales métropolitaines

La concentration croissante de la population urbaine des pays en développement dans des villes de plus en plus grandes impose de procéder à une analyse intra-urbaine. La statistique démographique s'arrêtant souvent 'aux portes de la ville' (nous reviendrons sur ce point crucial en conclusion), les diagnostics sont encore précaires et partiels : ce n'est que récemment, au cours des années 1990, qu'ont vu le jour diverses initiatives de comparaison internationale des dynamiques socio-spatiales intra-urbaines. Nous nous appuyons plus particulièrement ici sur les analyses de Moriconi-Ebrard (1993, 1994, 2000) et sur l'analyse comparative de 19 métropoles dont 15 appartenant aux Suds présentée dans l'ouvrage « Métropoles en mouvement » (Dureau et al, 2000).

Rappelons quelques caractéristiques importantes des grandes villes des pays en développement, qui transcendent les particularités liées d'une part aux contextes géo-culturels, politiques et économiques et, d'autre part, aux décalages temporels dans le démarrage du processus d'urbanisation. Les rythmes de croissance de la population élevés (même dans les villes les plus anciennes, comme celles d'Amérique latine) sont généralement associés à des rythmes d'expansion urbaine encore plus rapides. Le creusement des inégalités sociales, partagé par les sociétés du monde en développement, s'exprime avec une intensité particulière en milieu urbain. Dans des économies fragiles, face à la précarité grandissante de l'emploi, le logement apparaît comme un refuge pour les familles pauvres comme pour les classes moyennes paupérisées par des crises économiques. Dans un contexte de pauvreté de plus en plus présente en ville et d'insuffisance de logements sociaux, la question du logement est largement résolue par les habitants eux-mêmes, à travers l'auto-construction, le plus souvent sur des terrains occupés ou construits illégalement. Dans le cadre des politiques libérales, l'Etat, déjà peu présent dans la production du logement, tend aussi à se désengager des services publics domiciliaires. Quant au transport, il repose le plus souvent sur l'initiative privée : cette offre de transport s'articule aux modes de production informelle du logement et entretient le processus d'expansion spatiale à l'œuvre dans les jeunes villes du Sud. Tant que le système de développement urbain dispose d'une certaine disponibilité en terres, l'expansion spatiale se poursuit et la segmentation des formes de production du logement génère des villes souvent peu denses et très ségréguées : système de production du logement et système de transport s'auto-entretiennent. Mais lorsque la ressource en terres vient à manquer, que l'étalement génère des distances devenues insupportables à certaines catégories de population, on assiste à des processus de densification et de mutations de certains espaces déjà bâtis, et cela à une vitesse en relation directe avec l'importance des capitaux investis dans

l'immobilier. C'est alors une double dynamique qui est à l'œuvre : l'expansion spatiale se poursuit tandis que les espaces déjà construits sont l'objet de transformations parfois brutales.

Les ménages urbains interviennent dans les dynamiques socio-spatiales par leurs logiques, leurs stratégies résidentielles, mais aussi par leur nombre. Ce qui importe dans la compréhension des dynamiques socio-spatiales en cours, c'est précisément de mieux décrypter les rôles joués respectivement par la migration, la transition démographique et les aspirations résidentielles des ménages. Ces trois facteurs interviennent dans le rythme d'accroissement du nombre de ménages : chacun d'eux a des effets sur le marché du logement et donc sur la dynamique urbaine, au même titre que la composition sociale de la population.

Loin de prétendre à un bilan général des dynamiques socio-spatiales à l'œuvre dans les métropoles des Suds, nous mettrons plutôt l'accent sur trois dimensions de ce sujet : l'urbanisation de la pauvreté, puis les dynamiques du peuplement (expansion spatiale, redistribution des densités), enfin les divisions sociales des espaces métropolitains, abordées à travers le logement et l'accès aux ressources urbaines.

Une pauvreté devenant urbaine

Même si la majorité des pauvres du monde vivent encore dans les zones rurales, la pauvreté se transforme rapidement en un phénomène urbain. Selon le CNUEH (2001), dans les zones urbaines des pays en développement, 36 % de l'ensemble des ménages, et 41 % des ménages dirigés par une femme vivent avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté local ; et plus d'un milliard de pauvres des zones urbaines n'ont ni logement convenable, ni accès aux services de base. Le processus d'urbanisation de la planète se traduit, inexorablement, par un **déplacement des centres de pauvreté** dans le monde. En s'urbanisant, la pauvreté change aussi de visage : dans des villes où l'accès au logement, aux services et aux biens dépend quasi exclusivement de revenus monétaires, l'exclusion des pauvres est bien une 'machine infernale' particulièrement puissante. La concentration croissante de la pauvreté dans les espaces urbanisés devrait appeler une évolution des approches dans la lutte contre la pauvreté... qui reste encore largement à imaginer.

La concentration des équipements en zone urbaine entretient l'image d'une situation plus favorable que dans les campagnes ; et les indicateurs de mortalité sont effectivement souvent meilleurs en zone urbaine qu'en zone rurale¹³⁶. Mais ces moyennes masquent de **grandes inégalités en matière de mortalité** selon les groupes sociaux composant la population urbaine : une proportion importante des citadins du monde en développement n'ont pas accès à l'offre de soins des villes où ils vivent. Les citadins les plus pauvres affrontent pourtant des risques démultipliés par leurs conditions de logement, par la localisation fréquente de leur logement dans des zones insalubres et par le déficit de services publics domiciliaires (eau potable et assainissement) qui règne dans les quartiers populaires. Dans certaines villes disposant de données, comme à Bogota, les différences sont considérables tant en matière de mortalité que de **fécondité** (voir encadré). En Namibie, au Maroc comme en Colombie, la mortalité infantile des citadins n'ayant pas accès à l'eau courante est même supérieure à celle des populations habitant dans les campagnes¹³⁷. Contrairement à l'idée reçue, les populations urbaines ne sont pas systématiquement en situation 'meilleure' ; Tous les citadins n'ont pas non plus des comportements démographiques plus 'modernes' que les ruraux.

¹³⁶ Dans 54 des 57 pays disposant de données des enquêtes EDS, les taux de mortalité infantile sont plus bas dans les villes que dans les campagnes : pour la mortalité juvénile, cette situation est vérifiée dans 56 pays sur 57 (Population reports, p.9)

¹³⁷ Source : Population Reports : 9.

Les inégalités démographiques au sein des villes : l'exemple de Bogotá

En 1985, la population 'en situation de misère' de Bogotá avait un taux de mortalité infantile de 48,1 p1000, tandis que dans la population 'non pauvre' ce taux n'était que de la moitié (28). Les différentiels de fécondité expriment tout aussi directement les grandes inégalités économiques qui traversent les populations citadines. Toujours dans le cas de Bogota, les femmes 'non pauvres' avaient en 1985 un taux global de fécondité de 1,9 enfants/femme ; mais les femmes classées 'pauvres' avaient un taux quasiment deux fois plus élevé (3,6) et celles 'en situation de misère', 4,3. La fécondité des femmes pauvres de Bogota, en 1990, est toujours presque aussi élevée que celle des femmes rurales et les plus démunies d'entre elles, en situation de misère, ont même plus d'enfants que dans les campagnes. Dans une ville qui compte le quart de sa population en dessous du seuil de pauvreté, et 6% en situation de misère, ce sont donc plus d'un million et demi d'habitants qui restent en marge de la tendance démographique générale : tout en résidant dans la capitale, qui a les meilleurs indicateurs de santé du pays, leur situation économique les maintient dans la situation démographique des campagnes colombiennes

D'après Dureau et Florez, 1996 : 155.

Les dynamiques du peuplement dans les villes : expansion spatiale et redistribution des densités résidentielles

Contrairement à leur image classique de villes 'dévoreuses d'espace', les villes du Sud sont, au niveau global, plus denses que celles des régions développées (près de 600 hab/ha, contre 200, selon la base Géopolis) : le fort entassement des familles de grande taille dans des logements exigus et la faiblesse des espaces consacrés aux équipements ou à la voirie contribuent sans aucun doute à densifier les espaces urbains du Sud, en dépit de la faiblesse de l'habitat collectif.

La diversité des densités moyennes observées dans les villes du Sud est un phénomène bien connu, souvent interprété comme le reflet de la diversité des modèles culturels : les densités élevées des villes asiatiques et arabes (700 à 900 hab/ha, selon la base Geopolis) se distinguent effectivement de celles observées en Amérique latine (autour de 200 hab/ha), les villes africaines occupant une position intermédiaire (de l'ordre de 400 hab/ha). Type d'habitat, formes architecturales de l'habitat, densités domiciliaires et proportion des espaces urbains consacrés aux espaces non résidentiels – en particulier la voirie – se conjuguent pour produire cette hiérarchie des densités globales, confirmée par l'examen des densités maximales atteintes dans certains quartiers de ces villes.

Derrière cette diversité apparente, les mêmes mécanismes sont en jeu, dans les villes denses d'Asie comme dans celles, moins denses, d'Amérique Latine. Dans un contexte d'insuffisance de production de logement en faveur des familles pauvres, celles-ci n'ont d'autre solution pour se loger que de s'entasser dans les bâtiments des centres historiques dégradés, ou d'auto-produire leur logement, en recourant le plus souvent à une occupation illégale de terres¹³⁸. Le peuplement de l'ensemble des villes du Sud est marqué par l'irrégularité foncière, la production informelle du logement ; l'incapacité des gouvernements locaux à contrôler et orienter l'expansion urbaine est souvent aussi de règle.

Dans ce contexte, les modèles classiques de répartition concentrique des densités ne sont que très partiellement vérifiés. La décroissance des densités depuis le péricentre vers la périphérie et l'existence d'un « cratère central » dans la distribution des densités se vérifient certes dans certaines villes. Mais certains exemples latino-américains, tels que Bogota, Santiago ou Cali,

¹³⁸ L'auto-production de leur propre logement permet aux familles défavorisées de se loger ; à travers la location, elle leur permet aussi d'accéder à des revenus immobiliers jouant un rôle important dans la survie des ménages pauvres.

montrent aussi les déformations dont ces modèles de densité sont l'objet quand les inégalités socio-économiques s'amplifient et que le processus ségrégatif s'intensifie : l'organisation sectorielle des groupes sociaux bouscule alors largement le schéma concentrique des densités observé en Europe et en Amérique du Nord et modélisé par Clark dans les années 1950. Il semble bien que de nouvelles configurations urbaines voient le jour au Sud : l'hypothèse d'un modèle de ville latino-américaine postulé par certains auteurs colombiens semble bien vérifiée (Dureau et al, 2004 : 135-137).

En dépit du ralentissement de la croissance démographique des grandes villes du Sud, l'expansion périphérique se poursuit, et cela selon des processus similaires, transcendant la diversité des contextes géographiques, socio-culturels et politiques. L'urbanisation informelle des périphéries par les classes populaires, déjà évoquée, constitue toujours une solution fréquente en réponse au déficit de logements accessibles aux populations démunies. L'essor de la voiture individuelle favorise le mouvement de déconcentration des classes aisées et moyennes dans de vastes ensembles résidentiels en périphérie, voire dans les franges rurales des agglomérations. Dans les quelques villes où l'intervention des pouvoirs publics est importante, ce sont de grands projets planifiés qui voient le jour en périphérie : villes-satellites à Delhi, edge-cities au Caire, méga-projets métropolitains à Hanoi, etc.. On assiste ainsi au développement multiforme des zones périphériques, générant de forts contrastes locaux dans les paysages et les densités résidentielles (Dupnt et Pumain, 2000).

Dans le même temps, les centres urbains connaissent souvent un dépeuplement. Plutôt qu'un dépérissement de ces quartiers centraux, ce dépeuplement peut exprimer un processus de modernisation à l'occidentale (émergence d'un CBD) comme à Bangkok ou Le Caire, ou un modèle de commercialisation populaire (dans certaines villes d'Amérique latine), voire de bazar traditionnel (en Inde ou dans le monde arabe). Momentanément, le dépeuplement des centres peut traduire la déshérence de quartiers mal entretenus occupés par des populations démunies, mais ces processus de taudification et de paupérisation ont dans la plupart des cas été suivis d'un processus de rénovation.

La diversité des situations actuellement observées dans les différents contextes urbains ne doit pas être interprétée comme l'absence de processus similaires sur le long terme. En dépit des limites existant encore dans l'analyse longitudinale des villes (c'est-à-dire une étude de leurs 'trajectoires'), il est manifeste que deux facteurs jouent un rôle essentiel dans les dynamiques observées actuellement : la **taille** des villes et leur **stade de développement**, liés aux **décalages temporels** dans le démarrage du processus d'urbanisation du pays. Dans les métropoles en cours de formation (en Afrique), la production de l'espace bâti constitue le processus de développement le plus remarquable ; et le moteur de ces changements est essentiellement attribuable à la migration vers la ville. Dans les métropoles plus anciennes, ayant dépassé un certain seuil de taille (comme en Amérique latine), les transformations majeures s'opèrent dans les espaces déjà construits et résultent des mobilités des populations citadines au sein du territoire déjà urbanisé, entraînant une redistribution des densités. Ce sont alors des facteurs endogènes, les mobilités intra-urbaines, qui constituent le moteur principal des changements. Ainsi, à Bogota, le nombre de logements libérés en 1991 par la mobilité intra-urbaine était trois fois plus important que le nombre de logements neufs produits (environ 50.000) : cette proportion, signe d'une 'maturation' de la capitale colombienne va en augmentant¹³⁹. Cette **maturation** des villes des régions du monde en développement où le processus d'urbanisation a été le plus précoce impose de passer d'une approche en termes d'expansion, de production de l'espace urbain, à une approche qui intègre aussi les

¹³⁹ En France, il y a actuellement 10 fois plus de logements libérés par mobilité résidentielle que de logements produits par la construction de logements neufs.

transformations qui affectent l'espace urbain consolidé. Le **stock** devient une donnée majeure de la dynamique urbaine actuelle dans les pays en développement, dans des villes comptant plusieurs millions d'habitants après quelques décennies de croissance rapide.

Les **structures des populations** citadines interviennent aussi directement dans les dynamiques socio-spatiales des villes. Même en l'absence de changement de comportement des individus et des ménages, des modifications dans les structures des populations entraînent des évolutions dans la distribution des densités et l'expansion spatiale. Très fortement sélectifs selon le sexe et l'âge, les courants migratoires vers les villes transforment de façon importante les structures démographiques des villes, avec des proportions d'adultes très importantes, et tendent à maintenir les taux d'accroissement naturel à des niveaux élevés, en dépit de l'avancement dans la transition démographique. Migration de jeunes adultes, transition démographique et changements de modèles résidentiels familiaux créent des combinaisons particulières : ainsi, dans les grandes villes d'Amérique latine, la population continue à croître à un rythme soutenu, pour l'essentiel du à l'accroissement naturel, et le nombre de ménages augmente à un rythme sensiblement supérieur à celui de la population. C'est ce **rythme de croissance du nombre de ménages** qui constitue d'ailleurs actuellement, plus encore que le rythme de croissance de la population, le véritable défi de la politique de logement dans ces villes latino-américaines. Même lorsque l'impact démographique direct de la migration diminue sensiblement, ses effets indirects demeurent importants à travers la composition de la population accumulée par plusieurs décennies de croissance rapide.

Aux côtés de ces évolutions de composition démographique, les compositions sociales jouent bien évidemment aussi un rôle majeur. L'importance des populations pauvres a déjà été évoqué. Nous voudrions ici insister sur les **classes moyennes**, dont le désir d'accession à la propriété et l'augmentation de la motorisation ont souvent joué au cours des dernières décennies un rôle important dans l'expansion urbaine, à travers la création de lotissements en périphérie. Au Sud comme au Nord, la diffusion de l'accession à la propriété et de la motorisation ont en effet joué un rôle essentiel dans l'expansion périphérique, que l'on ne saurait réduire au seul effet du logement illégal des pauvres. Ces classes moyennes des villes du Sud, en expansion pendant les décennies de croissance économique, sont aussi particulièrement fragiles : elles constituent le 'fusible' qui saute lors des crises économiques. La fragilité de leur statut produit des répercussions immédiates sur le marché du logement et les dynamiques socio-spatiales urbaines : augmentation de la cohabitation intergénérationnelle (report de la décohabitation et retour au domicile des parents), abandon de l'automobile ont pour effet une densification des espaces déjà bâtis, un frein à l'expansion urbaine et une remise en cause des mobilités quotidiennes de ces classes moyennes paupérisées.

La multiplication des échelles de la ségrégation

Après des phases initiales de développement marquées par l'expansion urbaine, des transformations importantes affectent les espaces déjà urbanisés : avec le temps, le 'renouvellement' de la ville construite joue un rôle de plus en plus important, nous l'avons vu. Aux grandes divisions spatiales correspondant à la segmentation des formes de production du logement qui se mettent en place dans la phase dominée par l'expansion urbaine, s'articulent alors de nouvelles échelles de la ségrégation, à un niveau plus micro. Dans les villes du Sud les plus anciennes comme dans les plus jeunes, s'observe actuellement une tendance à l'émergence une mosaïque de petits espaces homogènes socialement.

Plusieurs facteurs contribuent à cette complexification des échelles de la ségrégation. D'abord, les nouvelles organisations fonctionnelles des espaces urbains : on est face à des espaces de plus en plus spécialisés, polycentraux, supposant une mobilité pour accéder aux

ressources. En ville comme ailleurs, l'organisation réticulaire des espaces prend le pas sur la seule organisation zonale. Ensuite, de nouvelles formes architecturales voient le jour : les ensembles résidentiels fermés autorisent une proximité spatiale entre classes sociales impensable sans le contrôle et le tri des populations qui s'opèrent dans les *conjuntos cerrados* latino-américains, ou dans les *gated communities* asiatiques ou africaines. Enfin, l'évolution des modes de vie des citadins, au Sud comme au Nord, les phénomènes de multi-appartenance des individus, de désynchronisation des rythmes familiaux contribuent aussi à favoriser des espaces de vie de plus en plus dilatés, non limités au quartier : on assiste à une dissociation des lieux correspondant aux différentes dimensions des activités des individus et des familles.

Avec le creusement des inégalités économiques au sein des sociétés citadines, l'ensemble de ces facteurs contribuent à produire des villes composées d'une mosaïque de micro espaces de plus en plus homogènes. Cette fragmentation spatiale, souvent dénoncée, porte en elle le risque d'une perte de cohésion interne des sociétés urbaines. Dans certains contextes, on observe même des tendances sécessionnistes de la part de certains groupes de population : dans certaines villes d'Amérique latine ou d'Afrique du Sud, certains groupes de citadins, les plus aisés, les plus intégrés économiquement dans la globalisation, décident de se couper spatialement et politiquement du reste de la métropole.

Au-delà des ségrégations résidentielles : les inégalités d'accès aux ressources urbaines

Dans de vastes territoires urbains aux ressources très inégalement réparties, à la spécialisation fonctionnelle de plus en plus affirmée, la mobilité quotidienne des citadins à partir de leur logement joue un rôle accru : elle devient la condition d'accès aux ressources urbaines localisées (équipements, emplois, etc.). Même si pauvres et riches peuvent 'co-habiter' dans certains quartiers de la ville, ils n'ont pas accès aux mêmes lieux, n'ont pas les mêmes facilités de déplacements, ne pratiquent pas les mêmes espaces de consommation. Habitant le même endroit, ils n'occupent pas la même ville (Lévy et Brun, 2000). Le processus ségrégatif doit être envisagé comme un **manque d'accessibilité de certains lieux à certaines catégories de population**, qui s'exprime dans différentes dimensions temporelles : accès à d'autres segments du parc de logement par la mobilité résidentielle, accès aux emplois ou aux équipements par la mobilité quotidienne depuis le logement, etc.

Dans les villes du Sud encore plus qu'ailleurs, on ne peut pas penser la ville comme un milieu où l'accessibilité généralisée est assurée. Le système de transport et les capacités physiques et financières des citadins à se déplacer déterminent l'accessibilité des populations aux lieux centraux, et plus généralement aux différents lieux de l'espace urbain : les divisions sociales et le système de transport se combine au simple effet de la superficie et de la distance kilométrique. Un grand nombre des métropoles du Sud sont dépourvues d'un système de transport de masse efficace, dont est pourtant dépendante une proportion importante de la population n'ayant pas accès à l'usage individuel de l'automobile. L'impact de la pauvreté, celle des habitants comme des pouvoirs publics, impose des contraintes supplémentaires à l'étalement urbain; elle réduit l'accessibilité d'ensemble des différents lieux de la ville, et accroît en général les inégalités d'accès. En ce sens, l'effet de la taille de la ville est différencié entre les villes du Sud et celles du Nord.

Les villes du Sud affrontent une conjonction historique particulière. La période de forte croissance des villes du Sud a démarré alors que des moyens de transport motorisés existaient déjà. L'offre informelle de transport, à l'œuvre dans la plupart des villes du Sud, tend à entretenir l'expansion spatiale : on observe une synergie entre les modes d'urbanisation, de production du logement (en périphérie, non planifié, en direction des pauvres) et

l'organisation du système de transport, dont la souplesse permet la desserte rapide des nouveaux quartiers périphériques. La libéralisation de l'économie, l'ouverture à l'importation de véhicules et la montée des classes moyennes s'est traduite par une augmentation brutale des taux de motorisation individuelle. Dans les pays en développement, nous sommes donc face à des villes qui se développent dans un contexte de 'ville motorisée', mais avec un accès très inégalitaire à cette motorisation. Les phénomènes à l'œuvre dans les villes du Nord sont bien présents au Sud, mais avec une intensité redoublée. La simultanéité des processus (le 'télescopage' des étapes traversées par la ville européenne, passée progressivement de la ville piétonne à la ville motorisée) génère des situations particulières, tendant localement à des situations de blocage, voire de 'désarticulation' de certains systèmes urbains au Sud, lorsque la condition de fonctionnement du système urbain, les flux entre les lieux de la ville, n'est plus assurée.

Condition d'accès aux ressources urbaines localisées dans des espaces de plus en plus spécialisés, la mobilité est une ressource profondément discriminatoire. L'accès à la mobilité devient un filtre de plus en plus puissant de l'accès aux ressources urbaines : le recours à la mobilité qu'imposent les configurations urbaines actuelles n'est-il pas producteur en soi d'une inégalité sociale grandissante ? Le traitement de la question sociale par le logement a clairement montré ses limites dans les pays –comme la France- où des attentes inconsidérées ont été mises dans la mixité sociale des espaces résidentiels. Il est intéressant de voir que dans certaines villes des pays en développement les pouvoirs publics commencent à intervenir dans le champ du transport, après s'être retirés de la production du logement. La prise en compte des pratiques effectives des lieux par les habitants conduit actuellement, au Sud comme au Nord, à une remise en cause du tryptique traditionnel « un lieu – une fonction – une population résidente » ; le peuplement commence à être considéré de façon dynamique. Ces initiatives témoignent de l'introduction d'une dimension temporelle dans le traitement de l'espace urbain après des décennies de traitement spatial de la ville (Dureau et al, 2004 : 179). Dans un tel cadre, la question de l'accès aux lieux de la ville par les différentes catégories de population bénéficie d'une reconnaissance nouvelle : la ségrégation n'est plus réduite aux seules divisions sociales des espaces résidentiels.

Conclusion : des diagnostics trop précaires pour des villes aux responsabilités accrues

La question n'est plus d'endiguer l'urbanisation des pays du Sud, elle est de prendre en compte la concentration croissante de la population dans les villes et son corollaire, le déplacement de la pauvreté. Cette nouvelle donne démographique appelle des changements dans les manières de lutter contre la pauvreté et conduit à s'interroger sur la façon de tirer parti de cette concentration de la population dans les villes pour accélérer le développement, pour assurer aux populations une amélioration de leurs conditions de vie. Processus irréversible, l'urbanisation des pays en développement continue de susciter la crainte ; le gigantisme des mégapoles inspire toujours de nombreux scénarios catastrophes... Les organisations internationales prêtent maintenant aux villes du Sud un rôle de premier plan dans le développement économique. Terreurs comme espoirs suscités par la ville du Sud, en particulier la grande ville, imposent d'avancer dans la compréhension de son fonctionnement et de leurs dynamiques socio-spatiales.

Fait démographique, la métropolisation est aussi un fait économique et politique : les métropoles sont devenues de nouveaux acteurs sur la scène internationale. En Amérique latine comme en Afrique ou en Asie, la décentralisation est inscrite à l'agenda des Etats, avec le soutien des organisations internationales. En effet, beaucoup d'espoir est mis par les organisations internationales dans le transfert des pouvoirs des gouvernements centraux aux municipalités, ou autres formes de gouvernements locaux. Ce transfert de certaines responsabilités aux municipalités s'accompagne aussi de plus en plus souvent d'une gestion décentralisée au sein même des grandes agglomérations. L'idée qui sous-tend ce transfert est qu'au niveau local les politiques seront mieux ciblées, que la population sera plus impliquée, bref que se développera une 'bonne gouvernance'¹⁴⁰. Dans le domaine de l'habitat (cf. encadré) comme dans celui des services, cette 'bonne gouvernance' est supposée se traduire par une plus grande efficacité des collectivités locales, par le développement d'approches plus intégrées (en rupture avec la traditionnelle juxtaposition d'interventions sectorielles) ; de ces nouvelles conditions de gouvernement et de gestion des villes, sont attendues à la fois une amélioration des conditions de vie des citoyens, une augmentation de la compétitivité des villes et l'insertion de celles-ci dans le réseau des villes globales autour desquelles s'organise l'économie mondiale.

Projet de déclaration sur les villes et les autres établissements humains dans le nouveau millénaire, Istanbul+5, New-York, juin 2001

« La déclaration :

- reconfirmera les objectifs que sont un logement convenable pour tous et le développement d'établissements urbains viables ;
- reconnaîtra l'importance des approches 'intégrées et participatives' ;
- appuiera la nécessité d'assurer une décentralisation plus poussée en vue d'accroître l'efficacité des collectivités locales ;
- reconnaîtra les nombreux obstacles et insuffisances rencontrés dans l'application du Programme pour l'habitat ;
- demandera aux gouvernements de réaffirmer leur engagement en faveur du programme pour l'habitat. »

Après avoir été taxées de tous les maux, les villes sont donc maintenant supposées devenir le moteur du développement économique. Les institutions ayant en charge le gouvernement et la gestion des villes se voient attribuer des fonctions de plus en plus nombreuses. Mais peuvent-elles réellement assurer ce rôle ? Nous n'évoquerons pas ici la question des ressources budgétaires de ces institutions, ni celle des conséquences de la privatisation des services publics, de plus en plus fréquemment passés entre les mains de firmes internationales : ces questions font déjà l'objet de nombreux débats. Nous voudrions ici soulever une autre dimension, trop souvent laissée dans l'ombre : celle de **l'information nécessaire à une administration de plus en plus décentralisée des villes du Sud**. Agir sur la ville, gérer la ville, supposent de comprendre quels sont les moteurs de l'expansion urbaine, des (re)distributions des densités et des (re)distributions des groupes sociaux dans l'espace urbain. Des diagnostics approfondis des dynamiques socio-spatiales urbaines sont plus que jamais nécessaires.

Le rapide panorama des dynamiques urbaines dressé au fil de ce texte détermine la nature de l'observation nécessaire pour ces diagnostics : **rapidité** de la production d'information, imposée par les rythmes de croissance; **souplesse** de l'observation, de façon à s'adaptera des changements fréquents et brutaux; prise en compte de l'ensemble des territoires urbains, **légaux et illégaux; désagrégation sociale et spatiale** de l'information, afin de considérer les

¹⁴⁰ « Répondre au défi urbain », Population reports, série M, n°16, 2002, page 2

différences internes à la ville et satisfaire les besoins d'une gestion décentralisée ; production d'informations relatives aux **stocks** (de population, d'espace urbanisé, de logement) et à leurs transformations, et d'informations relatives aux **flux** (mobilités spatiales de population intra et extra-urbaines entre logements et circulation des logements). Avec l'évolution des moteurs des dynamiques urbaines, il est nécessaire de passer d'un « *urbanisme de la périphérie* » à un « *urbanisme dirigé vers la ville existante* », pour reprendre les mots employés dès 1998 par F. Carrion (mairie de Quito). Le défi majeur que doit affronter les gestionnaires de nombreuses villes du Sud à l'heure actuelle est d'ailleurs bien là : gérer une ville comptant plusieurs millions d'habitants, qui continue de croître à un rythme certes ralenti, mais encore rapide. Pour la recherche comme pour la gestion et la production d'information, l'heure est venue de s'intéresser aux transformations qui affectent l'espace urbain consolidé et ses habitants. L'information à disposition des collectivités locales permet-elle d'établir correctement de tels diagnostics ?

Force est de reconnaître que les formes de l'urbanisation dans les pays en développement (rythmes de croissance, développement de quartiers populaires spontanés, sans reconnaissance légale et en perpétuel changement) contribuent à rendre particulièrement difficile l'observation des populations citadines. Dans ces villes, les méthodes traditionnelles de production d'information démographique, recensements et enquêtes par sondage, se révèlent difficiles à mettre en oeuvre et ne satisfont correctement ni les besoins de la recherche, ni ceux de la gestion urbaine. Cette relative inefficacité se double, de plus, d'une segmentation disciplinaire ayant des effets très dommageables sur l'analyse des réalités urbaines. L'attention des démographes s'est plutôt portée sur la dimension globale du processus d'urbanisation : la mesure de l'intensité et du rythme d'urbanisation, l'analyse de l'évolution des réseaux urbains et la mesure de la migration des campagnes vers les villes ont été privilégiées. Le champ de l'analyse des populations à l'échelle intra-urbaine s'est retrouvé plutôt entre les mains des urbanistes, pas forcément les mieux armés méthodologiquement pour aborder ces questions. Cette approche segmentée constitue un obstacle important à la compréhension des dynamiques démographiques urbaines.

L'organisation de la statistique publique, pensée comme un système très centralisé au service du gouvernement central, contribue à obscurcir encore le tableau : les instituts nationaux de statistique ne répondent que très mal aux besoins d'information pour la gestion locale. La décentralisation n'est pas entrée dans les faits en matière de production d'information : qu'il s'agisse de la définition des unités d'observations (unités géographiques et démographiques) des nomenclatures, ou de l'accès à l'information produite (en termes économiques ou juridiques), les décisions prises hypothèquent la pertinence de l'information disponible pour un usage au niveau local. Pensés de plus souvent en référence à une pratique de planification nationale, les systèmes de production d'information statistique sont inadaptés aux besoins de la gestion locale (Blandinières, 1995). La situation actuelle est plutôt paradoxale : on sait tout de la situation démographique des communes et des migrations entre communes de pays ne comptant au total que 2 ou 3 millions d'habitants ... mais on ne sait rien au niveau infra-urbain, pour des villes qui comptent nettement plus de population ! La concentration de la population dans les villes, le transfert des pouvoirs aux institutions ayant en charge la gestion de ces villes, n'ont reçu aucun écho dans le monde de la production de l'information statistique, demeuré sourd aux évolutions majeures du peuplement et du politique.

Plaidoyer pour une statistique urbaine

« En France et dans le monde, le devenir des sociétés est totalement conditionné au phénomène urbain (...). Il est donc temps de faire sortir de la clandestinité une discipline qui s'est imposée malgré l'immobilisme de « l'establishment statistique », la statistique urbaine. La statistique macro-économique traditionnelle devient de plus en plus insuffisante à rendre compte de l'évolution d'une économie dans laquelle la concurrence des investissements s'exerce plus entre des villes qu'entre des nations (...). Le secteur privé ne s'y est pas trompé. Les efforts qu'il développe pour mieux connaître les marchés et optimiser ses positions prennent appui sur des systèmes d'informations urbains. »

Extrait de Blandinières J.P., 1995 : 315-316.

L'ensemble des facteurs qui viennent d'être évoqués contribuent à ne disposer que de diagnostics très précaires sur les dynamiques intraurbaines des grandes villes des Suds, même dans les pays bénéficiant d'un appareil statistique expérimenté et de qualité. Le diagnostic est sans appel : les collectivités locales sont actuellement contraintes de gérer les villes 'en aveugle'. A une époque où l'on attend des villes un rôle actif dans le développement, la priorité devrait être donnée aux moyens leur permettant d'exercer ce rôle : l'accès à une information démographique localisée, exploitable selon des divisions fines des espaces urbains, renseignant tant sur les mobilités internes des citoyens que sur les migrations 'au long cours' des populations circulantes, constitue un préalable incontournable à l'exercice réel par les collectivités locales des pouvoirs qui leur sont dévolus.

La palette de méthodes d'observation de l'espace et des populations urbaines maintenant accessibles permettraient d'appréhender dans de meilleures conditions les dynamiques urbaines. En tirant parti conjointement des sources d'information classiques et des sources nouvelles (imagerie satellitaire, SIG, collectes biographiques sur les mobilités spatiales), il serait possible de concevoir des systèmes d'information performants à la fois dans l'identification des processus de développement et les recompositions à l'échelle de grandes villes, et dans l'observation fine des comportements démographiques. Posant dans des termes nouveaux les rapports entre les trois dimensions du système urbain (le temps, l'espace et la population), ces méthodes conduisent à de nouvelles approches des réalités démographiques et pourraient renouveler profondément l'analyse des rapports entre les populations citadines et leurs environnements.

La statistique publique peut contribuer à relever le défi urbain au Sud. Mais encors faut-il qu'existe une volonté politique de l'organiser de façon à qu'elle puisse jouer ce rôle et qu'ainsi les municipalités urbaines puissent exercer pleinement les rôles qui leur sont attribués.

Bibliographie

2002. « Répondre au défi urbain ». Baltimore, INFO Project, The John Hopkins Bloomberg School of Public Health, *Population reports*, Vol XXX, n°4, 23 p.
- Blandinières J.P., 1995. L'avènement de la ville et le renouveau statistique, in *Téledétection et systèmes d'information urbains*, Dureau F. et Weber C. (éd.), Paris, Anthropos, Coll. Villes, pp. 307-316.
- Chackiel J. et Villa M., 1993. *America latina y el Caribe : dinámica de la población y desarrollo*. Santiago de Chile, Naciones Unidas, 119 p.
- CNUEH (Habitat), 2001. *Istanbul + 5. Le millénaire urbain. Chacun a droit à un logement décent*. Session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies, 6-8 juin 2001. New York, CNUEH, 8 p.
- Dupont V. et Pumain D., 2000. De la ville compacte aux métropoles polycentriques, in *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, Paris, Anthropos, Collection Villes, pp.51-80.
- Dureau F. et alii (ed.), 2001. *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*. Paris, Anthropos, Collection Villes, 656 p.
- Dureau F. (coord.), Barbary O., Lulle T., 2004. Dynamiques de peuplement et ségrégations métropolitaines, in *Villes et sociétés en mutation : lectures croisées sur la Colombie*, Dureau et alii (coord.), Paris, Anthropos, Coll. Villes, pp. 123-182.
- Dureau F. et Flórez C.E., 1996. Dynamiques démographiques colombiennes : du national au local, in *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Blanquer J.M. et Gros C. (éds.), Paris, Editions de l'IHEAL, pp. 139-166.
- Gervais-Lambony M.-A. (ed.), 2001. *Les très grandes villes*. Paris, Atlande, Clefs Concours - Géographie, 215 p.
- Gouëset V. et Mesclier E., 2004. L'expansion du réseau urbain (1951-1993), in *Villes et sociétés en mutation : lectures croisées sur la Colombie*, Dureau et alii (coord.), Paris, Anthropos, Coll. Villes, pp. 19-67.
- Guérin-Pace F., 1993, *Deux siècles de croissance urbaine. La population des villes françaises de 1831 à 1990*, Paris, Anthropos, Coll. Villes, 205 p.
- Haeringer P.,
- Le Bris E., 2001. Croissance urbaine et gestion des villes. in *Population et développement : les principaux enjeux cinq ans après la Conférence du Caire*, Léry A. et Vimard P. (coord.), Paris, Ceped, pp. 39-49
- Lévy J.P. et Brun J., 2000. De l'extension au renouvellement métropolitain : mosaïque sociale et mobilité, in *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, Paris, Anthropos, Collection Villes, pp. 229-246.
- Moriconi-Ebrard F., 1993. *L'urbanisation du monde depuis 1950*. Paris, Anthropos, Collection Villes, 372 p.
- Moriconi-Ebrard F., 1994. *Geopolis. Pour comparer les villes du Monde*. Paris, Economica-Anthropos, Coll. Villes, 246 p.
- Moriconi-Ebrard F., 2000. *De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du Monde*. Paris, Géophrys, 344 p.
- Nations Unies, 1998. *World urbanization prospects. The 1996 revision*. New York, UN, Population division, 190 p.
- Nations Unies, 2002. *World urbanization prospects. The 2001 revision*. New York, UN, Population division, 182 p.
- Pumain D., 1982, *La dynamique des villes*, Paris, Economica, 231 p.